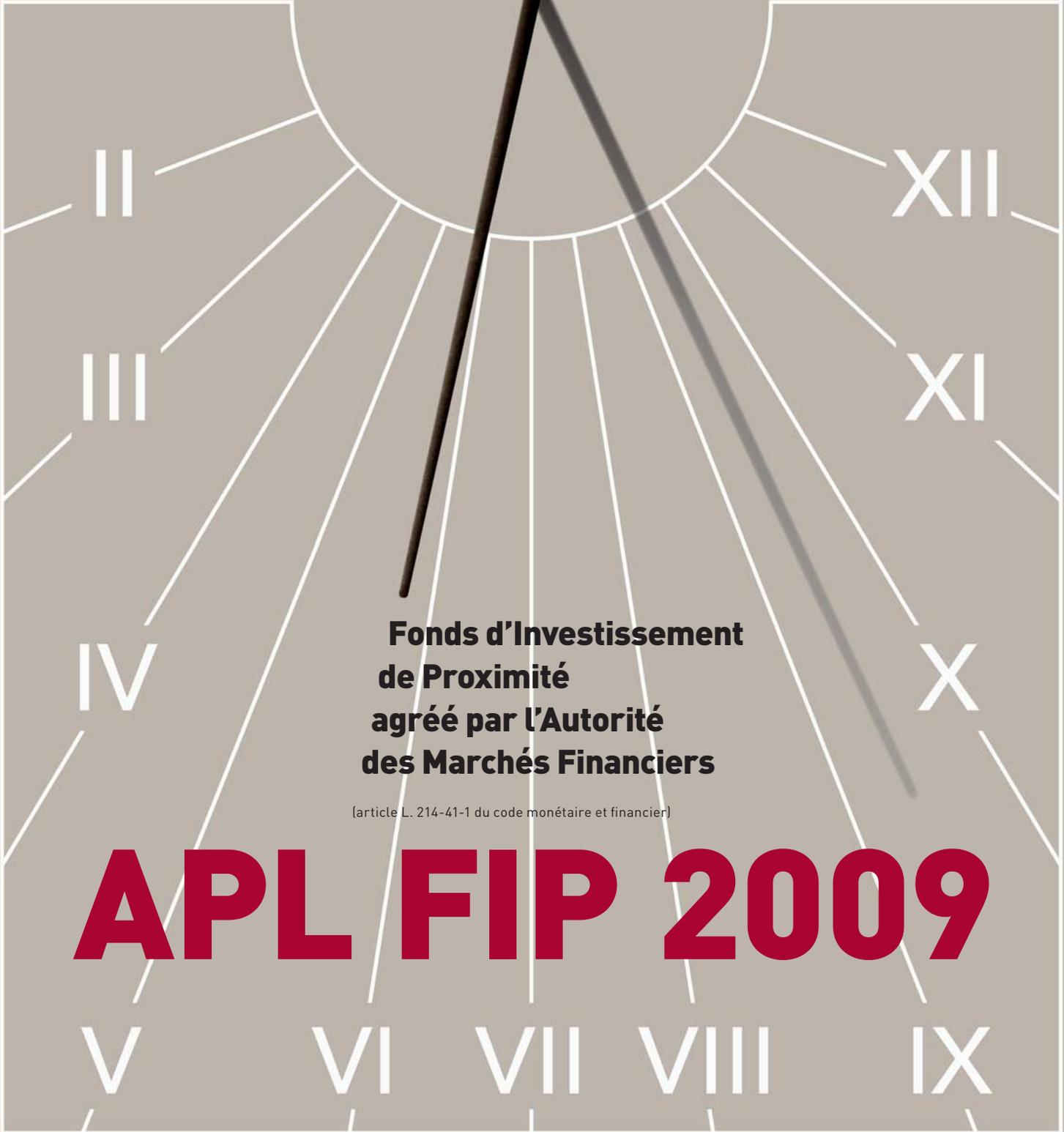


Notice d'information



**Fonds d'Investissement
de Proximité
agrée par l'Autorité
des Marchés Financiers**

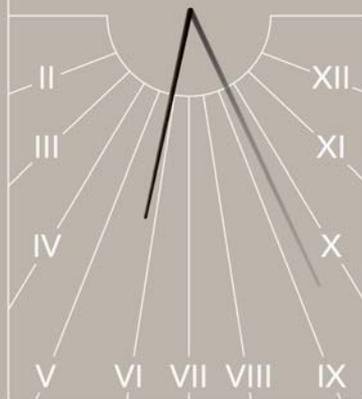
(article L. 214-41-1 du code monétaire et financier)

APL FIP 2009



Membre de **IRDI GIE***

APL FIP 2009



APL FIP 2009

Fonds d'Investissement de Proximité agréé par l'Autorité des Marchés Financiers
(Article L. 214-41-1 du code monétaire et financier)

NOTICE D'INFORMATION

Catégorie d'OPCVM : Fonds d'Investissement de Proximité

Société de gestion : ICSO PRIVATE EQUITY

Société par actions simplifiée au capital de 275.000 euros

Siège social : 18, place Dupuy 31000 Toulouse

RCS de Toulouse N° 444 705 156

N° d'agrément AMF : GP 03-018

Dépositaire : BANQUE FÉDÉRATIVE DU CRÉDIT MUTUEL (BFCM)

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 1.302.192.250 euros

Siège social : 34, rue du Wacken 67000 Strasbourg

RCS de Strasbourg N° 355 801 929

Commissaire aux Comptes : Ernst & Young

SAS à capital variable

Siège social : 41, rue Ybry 92200 Neuilly-sur-Seine

RCS de Nanterre N° 438 476 913

Ce FIP ne comporte pas de compartiments, et n'est ni un Fonds maître, ni un Fonds nourricier.

AVERTISSEMENT

Lorsque vous investissez dans un FIP (Fonds d'Investissement de Proximité) vous devez tenir compte des éléments et des risques suivants :

– Le Fonds va investir au moins 60% des sommes collectées dans des entreprises à caractère régional, dont au moins 10% dans de jeunes entreprises (créées depuis moins de 5 ans). Le solde restant sera éventuellement placé dans des instruments financiers, par exemple des actions ou des fonds (ceci est défini dans la notice du FIP).

– Pour vous faire bénéficier de l'avantage fiscal, les seuils de 10 et de 60% précédemment évoqués devront être respectés dans un délai maximum de 2 exercices et vous devrez conserver vos parts pendant au moins 5 ans à compter de leur souscription. Cependant la durée optimale du placement n'est pas liée à cette contrainte fiscale du fait d'investissements du Fonds dans des sociétés régionales, souvent de petite taille, dont le délai de maturation est en général plus important.

– Votre argent va donc être en partie investi dans des entreprises qui ne sont pas cotées en bourse. La valeur de vos parts sera déterminée par la Société de gestion sous le contrôle du Dépositaire et du Commissaire aux Comptes du Fonds. Le calcul de cette valeur est délicat.

– Le rachat de vos parts par le Fonds peut dépendre de la capacité de ce dernier à céder rapidement ses actifs ; il peut donc ne pas être immédiat ou s'opérer à un prix inférieur à la dernière valeur liquidative connue. En cas de cession de vos parts à un autre souscripteur, le prix de cession peut également être inférieur à la dernière valeur liquidative connue.

L'AMF attire l'attention des souscripteurs sur le fait que la délivrance de son agrément ne signifie pas que le produit présenté est éligible aux différents dispositifs fiscaux. L'éligibilité à ces dispositifs dépendra notamment du respect de certaines règles d'investissement au cours de la vie de ce produit, de la durée de détention ainsi que de la situation individuelle de chaque souscripteur.

L'AMF appelle l'attention des souscripteurs sur le niveau élevé des frais maximum auxquels est exposé ce Fonds. La rentabilité de l'investissement envisagé suppose une performance élevée.

Au 30 juin 2009, la part de l'actif investie dans des entreprises éligibles aux FIP gérés par la Société de gestion est la suivante :

FIP	Date de création	Pourcentage d'investissement de l'actif en titres éligibles au quota de 60% à la date du 30/06/2009	Date d'atteinte du quota d'investissement de 60% en titres éligibles
FIP AQUITAINE PYRÉNÉES LANGUEDOC CAPITAL PME 2004	Décembre 2004	61,8%	30 juin 2008
AQUITAINE PYRÉNÉES LANGUEDOC FIP 2005	Décembre 2005	71,6%	31 décembre 2007
AQUITAINE PYRÉNÉES LANGUEDOC FIP 2006	Décembre 2006	64,6%	30 juin 2009
AQUITAINE PYRÉNÉES LANGUEDOC FIP 2007	Décembre 2007	42,1%	30 juin 2010
AQUITAINE PYRÉNÉES LANGUEDOC DÉVELOPPEMENT 1	Juin 2008	25,1%	30 juin 2010
APL FIP 2008	Décembre 2008	13,5%	30 juin 2011
APL DÉVELOPPEMENT 2	Mai 2009	1,7%	30 juin 2011

CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES**Objet /Politique d'investissement du Fonds*****Orientation de gestion de l'actif éligible au quota de 60 %***

Le Fonds a pour objet le placement des sommes souscrites et libérées par les investisseurs en vue de la constitution d'un portefeuille diversifié de participations.

Ces participations seront composées de valeurs mobilières, de parts sociales et d'avances en comptes courants de sociétés non cotées ou cotées ayant leur siège dans les pays de l'Espace Économique Européen.

Les prises de participations pourront s'effectuer sous forme d'actions ordinaires ou de préférence, parts de SARL, obligations convertibles en actions et titres participatifs.

La gestion du Fonds est orientée vers la recherche de plus-values des capitaux investis dans des PME situées sur les régions Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur et appartenant à tous les secteurs d'activité.

La politique d'investissement du Fonds visera à effectuer les opérations de prise de participation minoritaires dans des PME situées sur les régions précitées.

Les investissements du Fonds seront réalisés essentiellement dans des sociétés en phase de développement, de transmission ou de rachat de position minoritaire pour des montants moyens d'intervention de quatre cent mille (400.000) euros.

La Société de gestion envisage de réaliser les investissements du Fonds jusqu'à la clôture du cinquième exercice du Fonds.

A compter du 30 juin 2017, la Société de gestion prendra toutes les dispositions nécessaires pour procéder à la liquidation du portefeuille du Fonds dans les meilleurs délais et dans des conditions notamment économiques correspondant à l'intérêt des porteurs de parts.

La Société de gestion a pour objectif de liquider le portefeuille du Fonds au plus tard avant l'expiration de la durée de vie du Fonds, le cas échéant prorogée, soit au plus tard le 31 décembre 2019 et de permettre aux porteurs de parts du Fonds de recevoir sous forme de distribution tout ou partie des avoirs du Fonds avant ledit terme du Fonds.

Les dossiers seront instruits après une revue précise, notamment technologique et industrielle, comptable et juridique.

Dans l'attente de leur investissement, les sommes collectées seront investies de manière similaire à la partie de l'actif non éligible au quota de 60% visée ci-dessous.

Orientation de gestion de l'actif non éligible au quota de 60 %

Concernant la quote-part du montant total des souscriptions non investie en titres éligibles au quota de soixante (60)% (au maximum quarante (40)% du montant total des souscriptions), l'objectif de la Société de gestion est d'effectuer une gestion prudente.

Cette quote-part sera principalement investie dans des placements défensifs. Elle s'effectuera sous différentes formes de placements :

- parts ou actions d'OPCVM « Monétaires euros » ;
- parts ou actions d'OPCVM « Obligations et autres titres de créance libellés en euros » ;
- obligations ;
- certificats de dépôt négociables (CDN) ;
- parts ou actions d'OPCVM « Fonds à formule » dont le terme ne dépasse pas la durée de vie résiduelle du fonds et qui offrent une garantie en capital.

Le Fonds ne réalisera pas d'opérations sur des marchés à terme et/ou optionnels sur les warrants, et ne prendra pas de participations dans des fonds mettant en œuvre des stratégies de gestion alternatives.

Profil de risque

Les investisseurs sont invités à prendre en considération les risques liés à l'investissement dans le Fonds.

Les facteurs de risques peuvent être répartis en deux principales catégories :

Risques généraux liés aux Fonds Communs de Placement à Risques (FCPR)

a. Risques inhérents à tout investissement en capital

Le Fonds a vocation à financer en fonds propres des entreprises. La performance du Fonds est donc directement liée à la performance des entreprises dans lesquelles il est investi. L'investisseur doit être conscient qu'un investissement dans le Fonds comporte un risque de mauvaise rentabilité ou de perte en capital.

b. Risques d'illiquidité des actifs du Fonds

Le Fonds pourra être investi dans des titres non cotés sur un marché d'instruments financiers, peu ou pas liquides. Par suite, il ne peut être exclu que le Fonds éprouve des difficultés à céder de telles participations dans les délais et à un niveau de prix souhaités.

c. Risques liés à l'estimation de la valeur des sociétés du portefeuille

Les sociétés du portefeuille font l'objet d'évaluations selon la règle de la juste valeur. Quels que soient la prudence et le soin apportés à ces évaluations, la valeur liquidative est susceptible de ne pas refléter la valeur exacte du portefeuille.

d. Risques liés aux rachats de parts

Le rachat des parts par le Fonds peut ne pas être immédiat et n'intervenir qu'à l'issue de la Période de blocage égale à la durée de vie du Fonds (huit ans, prorogeable de deux fois un an).

Risques liés à la stratégie de gestion mise en œuvre par le Fonds

a. Risques financiers liés aux caractéristiques des investissements réalisés par le Fonds

En cas d'évolution défavorable des secteurs d'activité dont relèvent les entreprises du portefeuille, la valeur du portefeuille du Fonds est susceptible d'être affectée négativement.

b. Risques liés aux fluctuations des cours de bourse

Une partie de l'actif éligible au quota de 60% pourra être investi en titre cotés. Les titres du portefeuille négociés sur un marché d'instruments financiers évoluant en fonction de leur cours de bourse; la valeur estimée du portefeuille du Fonds investi dans ces titres sera corrélativement diminuée.

c. Risques liés aux variations de taux, de crédit ou de change

La part du Fonds investie dans les instruments de taux et d'obligations sera soumise à un risque de taux (la variation des taux pouvant avoir un impact sur la valeur liquidative des parts du Fonds), un risque de crédit (en cas de dégradation ou de défaillance d'un émetteur) ainsi qu'à un risque de change (en cas d'évolution défavorable de la devise d'investissement par rapport à l'euro qui est la devise du Fonds).

d. Risques liés au niveau de frais

Le Fonds est exposé à un niveau de frais maximum susceptible d'avoir une incidence défavorable sur sa rentabilité.

Catégories de parts

Le Fonds comporte deux catégories de parts conférant des droits différents aux porteurs :

- Les parts de catégorie A, dont la valeur d'origine unitaire est de mille (1.000) euros (hors droit d'entrée).

Ces parts pourront être souscrites et détenues par toute personne physique ou morale, française ou étrangère.

Les parts de catégorie A ont vocation à recevoir, outre un montant égal à leur montant souscrit et libéré, un montant égal à quatre-vingt (80) % du solde des Produits Nets et des Plus-Values Nettes du Fonds.

- **Les parts de catégorie B, dont la valeur d'origine unitaire est de un (1) euro.**

Ces parts pourront être souscrites **(i)** par la Société de gestion, les dirigeants, actionnaires et salariés de celle-ci, ainsi que **(ii)** par les dirigeants et salariés du groupement d'intérêt économique dénommé «IRDI GIE», qui sont les personnes physiques, membres de l'équipe de gestion du Fonds en charge de la gestion dudit Fonds et **(iii)** par les personnes physiques ou morales en charge de la gestion du Fonds désignées par la Société de gestion.

Les titulaires de parts de catégorie B souscrivent un montant total de parts de catégorie B représentant 0,25% du montant total des souscriptions des parts de catégorie A. Comme il l'est exposé à l'article 6.3. du Règlement, les parts de catégorie B donneront droit à leurs porteurs de percevoir, dès lors que les parts de catégorie A ont perçu un montant égal à leur valeur d'origine, 20% des Produits Nets et Plus-Values Nettes du Fonds. Dans l'hypothèse où les porteurs de parts de catégorie A ne percevraient pas un montant correspondant à la valeur d'origine de ces parts, les porteurs de parts de catégorie B perdront la totalité de leur investissement dans ces parts de catégorie B.

Les parts de catégorie B ont vocation à recevoir, au delà de leur montant souscrit et libéré, dès lors que les parts de catégorie A auront été remboursées de leur montant souscrit et libéré, un montant égal à vingt (20) % du solde des Produits Nets et des Plus-Values Nettes du Fonds.

Les parts du Fonds ne peuvent pas être détenues à plus de vingt (20) % par un même investisseur, à plus de dix (10) % par un même investisseur personne morale de droit public et à plus de trente (30) % par des personnes morales de droit public prises ensemble.

De plus, aucune personne physique agissant directement ou par personne interposée (son conjoint, ses ascendants et descendants), ne pourra détenir plus de dix (10) % des parts du Fonds.

Affectation des résultats

Pendant la Période de Souscription et pendant une durée de cinq ans à compter du dernier jour de la Période de Souscription, l'ensemble des revenus et produits de cession du Fonds seront capitalisés. La Société de gestion ne procédera à aucune distribution de produits ou d'actifs du Fonds pendant cette période, sauf si cela est rendu nécessaire en vue de respecter des quotas légaux.

Au-delà de cette période de cinq ans, la Société de gestion pourra décider de distribuer tout ou partie des avoirs du Fonds dans les conditions prévues aux articles 20 et 22 du Règlement.

Les distributions se feront au bénéfice des porteurs de parts, en respectant l'ordre de priorité défini dans le chapitre décrivant les catégories de parts. Les sommes attribuées seront distribuées conformément aux dispositions du Règlement.

Le Fonds peut effectuer de nouveaux investissements ou prises de participation à l'aide de sommes provenant de cessions réalisées par le Fonds.

Le Fonds a le droit de conserver des sommes suffisantes pour lui permettre de payer différents frais, y compris les frais de gestion, et pour payer toutes autres sommes qui seraient éventuellement dues par le Fonds.

La Société de gestion a pour objectif de céder l'ensemble des actifs du Fonds et d'en distribuer les produits de cession avant le terme du Fonds.

Aspects fiscaux

Une Note sur la fiscalité du Fonds est disponible à la demande auprès de la Société de gestion.

MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

Durée de vie du Fonds

La durée de vie du Fonds est de huit (8) ans à compter de la date de sa Constitution.

Cette durée pourra être prolongée par la Société de gestion pour deux (2) périodes successives d'un (1) an sur proposition de la Société de gestion en accord avec le Dépositaire.

La Société de gestion porte toute prorogation de la durée du Fonds à la connaissance de l'AMF et des porteurs de parts trente (30) jours avant sa date de prise d'effet.

Date de clôture de l'exercice

La durée de l'exercice comptable est de douze mois. Il commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin.

Par exception, le premier exercice comptable commence dès la Constitution du Fonds et se termine le 30 juin 2011.

Périodicité d'établissement de la valeur liquidative

La Société de gestion devra arrêter pour la première fois la valeur liquidative des parts pour le 31 décembre 2010.

Elles sont ensuite établies à la fin de chaque semestre, le 30 juin et le 31 décembre de chaque année.

Les valeurs liquidatives sont adressées à tout porteur qui en fait la demande. Elles sont affichées dans les locaux de la Société de gestion et communiquées à l'Autorité des Marchés Financiers.

Souscription des parts

Les investisseurs seront engagés, de façon ferme et irrévocable, pour la somme correspondant au montant de leur souscription, par la signature du document intitulé « bulletin de souscription ».

Les souscriptions ne peuvent porter que sur un nombre entier de parts.

Les parts sont souscrites en numéraire pendant une période de souscription s'étendant de la date d'agrément du Fonds par l'Autorité des Marchés Financiers jusqu'au 20 Août 2010. Durant cette période de souscription, les parts sont souscrites à leur valeur d'origine telle que mentionnée ci-dessus.

La Société de gestion pourra décider de clôturer la période de souscription par anticipation dès lors que le montant des souscriptions aura atteint huit (8) millions d'euros.

Dans le cas où la Société de gestion déciderait de clôturer la période de souscription par anticipation, elle en informera par courrier ou par fax les commercialisateurs qui disposeront d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de cette notification pour adresser à cette dernière les souscriptions reçues pendant cette période de cinq (5) jours. Dans ce cas aucune souscription ne sera admise en dehors de cette période de souscription.

Il pourra être perçu un droit d'entrée de cinq (5) % maximum du montant de la souscription lors de la souscription de parts de catégorie A. Ce droit n'a pas vocation à être versé au Fonds.

Les parts de catégorie B sont souscrites dans un délai de trente (30) jours à compter de la fin de la Période de Souscription, soit jusqu'au 20 Septembre 2010.

Rachat des parts

Les porteurs de parts A ne peuvent demander le rachat de leurs parts pendant une période égale à la durée de vie du Fonds (la « Période de blocage »).

La Société de gestion peut, lorsque cela est nécessaire et conformément à la politique de distribution visée à l'article 9.1 du Règlement, décider du rachat de tout ou partie des parts par le Fonds, le cas échéant avant l'expiration du délai ci-dessus, sans que cela ne constitue aucunement un engagement de sa part.

Toutefois, ce rachat ne peut, en aucun cas, intervenir avant l'expiration d'une période de cinq ans à compter du dernier jour de la Période de Souscription.

Les demandes de rachat de parts du Fonds, lorsqu'elles sont autorisées, interviennent selon les modalités prévues à l'article 9.2 du Règlement.

Les parts de catégorie B ne pourront être rachetées qu'à la liquidation du Fonds ou après que les autres parts émises aient été rachetées ou amorties à concurrence du montant auquel ces autres parts ont été libérées.

A titre exceptionnel, la Société de gestion peut, si cela n'est pas contraire à l'intérêt des porteurs de parts du Fonds, racheter les parts d'un porteur de parts avant l'expiration de la Période de blocage, si celui-ci ou le représentant de ses héritiers, en fait la demande et justifie :

- du décès du porteur de parts ou de l'un des époux soumis à une imposition commune,
- ou de l'invalidité du porteur de parts ou de l'un des époux soumis à une imposition commune correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L.341-4 du code de la sécurité sociale.

Cessions de parts

Les cessions de parts de catégorie A entre porteurs (sous réserve que l'un d'eux ne détienne pas plus de dix (10) % des parts du Fonds) ou entre porteurs et tiers sont libres, sous réserve des limitations de détention par un même porteur mentionnées ci-dessus.

Il est rappelé que les cessions de parts réalisées avant l'expiration des engagements de conservation mentionnés dans la note fiscale remise aux porteurs de parts, peut remettre en cause les avantages fiscaux attachés à la souscription des parts.

Pour être opposable aux tiers et au Fonds, la cession doit faire l'objet d'une déclaration de transfert notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société de gestion, et signée par le cédant et le cessionnaire.

La déclaration doit mentionner la dénomination (ou le nom), l'adresse postale et le domicile fiscal du cédant et du cessionnaire, la date de cession, le nombre de parts cédées, et le prix auquel la transaction a été effectuée. Cette déclaration fait ensuite l'objet d'une mention portée par le Dépositaire sur la liste des porteurs de parts.

La cession de parts de catégorie B ne peut être effectuée qu'entre personnes répondant aux critères énoncés à l'article 3 du Règlement.

Frais

L'ensemble des frais du Fonds est exprimé TTC (toute taxe comprise). Les frais comprennent la TVA dont le taux au jour de la Constitution est de 19,6%. Ces frais comprennent :

Rémunération de la Société de gestion

Pendant une période de cinq (5) années qui débute à la date de Constitution du Fonds, la rémunération annuelle de la Société de gestion est égale à 3,4% TTC du montant total des souscriptions libérées ou non (étant entendu que la Société de gestion n'a pas opté pour la TVA).

Au delà de cette période, la rémunération annuelle de la Société de gestion sera égale à 3,4% TTC de la valeur de l'actif net du Fonds établi au 30 juin et au 31 décembre.

La rémunération de la Société de gestion est payable mensuellement à terme échu par le Fonds.

Toutefois, par exception à cette disposition, la rémunération de la Société

de gestion est payable comme suit pendant la Période de souscription :

- pour chaque terme de paiement de la rémunération de la Société de gestion, la rémunération de la Société de gestion sera calculée sur la base du cumul des engagements de souscriptions reçues par le Fonds à la date du terme considéré,
- le solde de la rémunération de la Société de gestion, dû au titre de la Période de souscription sur la base du montant total des souscriptions, sera réglé à terme échu à la clôture de la Période de souscription.

Dans l'éventualité où un terme de paiement de la rémunération de la Société de gestion serait payé pour une période inférieure à un mois, le montant du terme considéré serait calculé prorata temporis.

Rémunération du Dépositaire

La rémunération du Dépositaire sera égale à la plus faible des deux valeurs suivantes : 0,3588% TTC du montant total des souscriptions ou la somme de 17.940 euros TTC par an.

Elle est payable semestriellement le 30 juin et le 31 décembre.

Rémunération du Commissaire aux Comptes

La rémunération du Commissaire aux comptes est établie chaque année en fonction du nombre des investissements et des diligences requises.

La rémunération annuelle du commissaire aux comptes sera égale à la somme de 6.159,40 euros TTC pour l'attestation du document périodique semestriel et pour la certification des comptes annuels.

Autres frais de gestion

Le Fonds paiera tous frais externes liés à l'administration du Fonds, tels que les frais de tenue de comptabilité, les primes d'assurance, les frais juridiques et fiscaux ainsi que les frais liés aux réunions d'investisseurs et aux rapports préparés pour leur compte. Ces frais ne pourront excéder 0,2% TTC du montant des souscriptions.

La Société de gestion prendra en charge tous ses propres frais de fonctionnement ainsi que tous frais liés au fonctionnement du Comité d'experts.

Frais liés à la gestion des participations

Dans la mesure du possible, les frais relatifs à l'acquisition et à la cession des participations, réalisées ou non, ainsi qu'à leur gestion, seront supportés par les sociétés cibles dans lesquelles le Fonds a investi.

Tous les frais qui ne sont pas pris en charge par ces sociétés, et notamment les frais d'intermédiaires et de courtage, les frais d'étude et d'audit, les frais juridiques et comptables et les frais de contentieux éventuels engagés pour le compte du Fonds dans le cadre d'acquisitions et de cessions ou de projets d'acquisitions ou de cessions de titres détenus par le Fonds (hormis les frais de contentieux liés à des litiges où la responsabilité pour faute grave ou lourde de la Société de gestion est établie de manière définitive par la juridiction concernée), seront supportés par le Fonds.

Le Fonds sera également tenu au paiement de tous les droits et taxes qui peuvent être dus au titre d'acquisitions ou de ventes effectuées par le Fonds et notamment des droits d'enregistrement visés à l'article 726 du Code général des impôts.

En cas d'avances par la Société de gestion, ces remboursements seront effectués trimestriellement.

Ces frais ne pourront excéder pour chaque exercice comptable, un montant TTC égal à 1,5% du montant total des souscriptions.

Ces frais étant par nature aléatoires, leur évaluation prévisionnelle n'est pas possible.

Toutefois, la Société de gestion a pu constater que ces frais TTC ne dépassaient pas 5% du montant de la transaction.

Les frais d'intermédiation engagés dans le cadre de cessions de participations ne peuvent pas être circonscrits dans ces plafonds.

Frais Préliminaires

Le Fonds remboursera à la Société de gestion tous les frais préliminaires encourus dans le cadre de la création, de l'organisation et de la promotion du Fonds, y compris tous les frais juridiques, comptables, tous frais externes encourus par l'équipe dans l'organisation et la promotion du Fonds, les frais d'impressions ou de poste, tous frais relatifs au remboursement de frais des agents de placement, courtiers ou autres intermédiaires correspondant à un montant forfaitaire égal à 0,5% TTC du montant total des souscriptions libérées ou non.

Droit d'entrée

Il pourra être perçu un droit d'entrée de 5% maximum du montant de la souscription lors de la souscription de parts de catégorie A. Ce droit n'a pas vocation à être versé au Fonds.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES FRAIS

Compte tenu des frais de souscription, la totalité des frais pourrait dépasser 10% lors du premier exercice comptable.

Frais de gestion	Montant ou % TTC	Assiette	Périodicité
Rémunération de la Société de gestion	3,4 %	- Montant total des souscriptions (pendant 5 ans à compter de la Constitution du Fonds), - Valeur de l'actif net du Fonds établi au 30 juin et au 31 décembre.	Mensuelle à terme échu
Rémunération du Commissaire aux Comptes	6.159,40 €		Selon facturation
Autres frais de gestion	au maximum 0,2%	Montant total des souscriptions	Selon facturation
Rémunération du Dépositaire	0,3588 % avec un plafond TTC de 17.940 €/an	Montant total des souscriptions	Semestrielle
Frais liés à la gestion des participations	au maximum 1,5%	Montant total des souscriptions	Annuelle (paiement selon facturation)
Frais préliminaires	0,5%	Montant total des souscriptions	Ponctuelle (lors de la constitution du Fonds)
Droit d'entrée	5 %	Montant de la souscription des parts de catégorie A	Ponctuelle (lors de la souscription)

Information des porteurs de parts

A la clôture de chaque exercice, la Société de gestion dresse l'inventaire des différents éléments de l'actif et du passif, le compte du résultat, l'annexe et la situation financière du Fonds et établit un rapport sur la gestion du Fonds pendant l'exercice écoulé.

Le règlement du Fonds et le dernier document périodique sont disponibles auprès de la Société de gestion.

Libellé de la devise de comptabilité

Le Fonds est libellé en euro.

**

Lieu ou mode de publication de la valeur liquidative: Les valeurs liquidatives sont adressées à tout porteur qui en fait la demande.

Elles sont affichées dans les locaux de la Société de gestion.

La présente notice d'information doit obligatoirement être remise préalablement à toute souscription.

Le Règlement du Fonds est disponible auprès du Dépositaire et de la Société de gestion.

Date d'agrément du FIP par l'AMF : 31 juillet 2009 • N° d'agrément du FIP par l'AMF : FNS20090032
Date d'édition de la notice d'information : 31 juillet 2009

Société de gestion

ICSO PRIVATE EQUITY – 18, place Dupuy – BP 18008
31080 Toulouse Cedex 6 – Site : www.icso.fr

Dépositaire

BFCM

